

La Saône-et-Loire face à son avenir

L'économie de la Saône-et-Loire, de plus en plus tournée vers les services, porte l'empreinte des profondes mutations des dernières décennies. Son industrie est encore prégnante bien qu'en déclin. Particulièrement exposée à la concurrence internationale, elle présente un réel potentiel et a mieux résisté à la crise récente que les autres départements bourguignons. Le département gagne désormais des habitants, les arrivées de population étant plus nombreuses que les départs. Si ces tendances se poursuivent, il pourrait compter plus de 568 000 habitants en 2030 avec moins de jeunes, d'actifs et plus de personnes âgées. Le tissu urbain se compose de villes moyennes qui concentrent la population et surtout l'emploi. Cette situation génère de nombreux déplacements domicile-travail qui s'intensifient au cours du temps.

Avec 554 000 habitants en 2008, la Saône-et-Loire est le département le plus peuplé de Bourgogne. Elle se classe ainsi au 47^e rang des 96 départements français, une position médiane, à l'image de sa situation géographique entre le nord et le sud qui lui vaut d'être un carrefour important. S'y croisent ainsi les principaux axes français de communication nord-sud dont l'autoroute A6

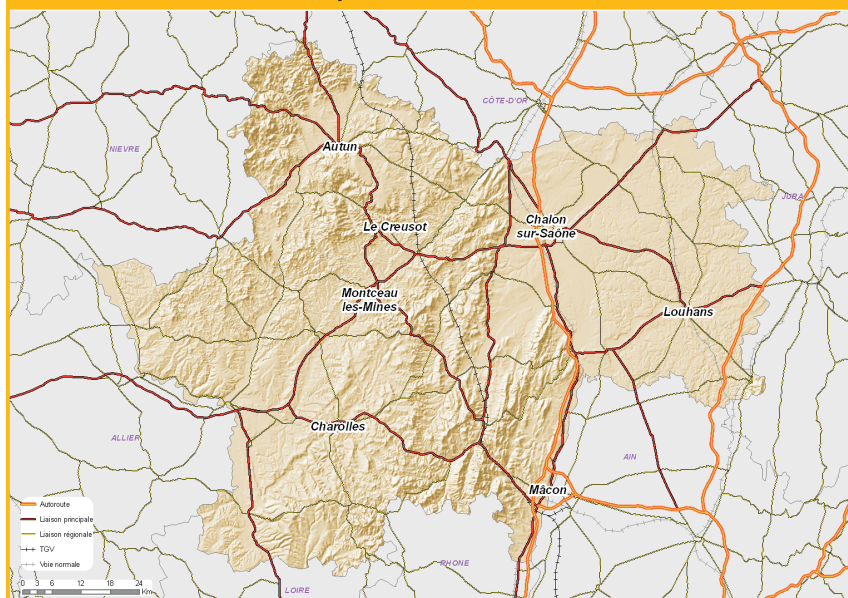
dans la plaine de la Saône et est-ouest avec la Route Centre-Europe Atlantique. De même, le grand axe ferroviaire Paris-Lyon traverse le département, via la ligne classique et la ligne à grande vitesse, avec deux gares TGV : Le Creusot-Montceau et Mâcon-Loché. Enfin, le canal du Centre relie les bassins de la Loire et du Rhône.



N°167 - Juillet 2011

 **SIRIUS**, je participe
www.sirius71.fr

Au carrefour d'importants axes de communication




saône-et-loire
LE DÉPARTEMENT


INSEE
BOURGOGNE

Des spécialisations industrielles fortes portées par des entreprises fleurons

Avec 215 000 emplois fin 2008, la Saône-et-Loire concentre près du tiers de l'emploi régional.

Le profil économique du département porte toujours les empreintes de sa longue tradition industrielle : l'industrie regroupe encore 20 % des emplois, une proportion plus élevée qu'en Bourgogne (17 %) ou en métropole (14 %). De grands secteurs industriels sont sur-représentés, en premier lieu la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, notamment de pneumatiques, qui compte 6 800 postes en 2007. La métallurgie, qui emploie 9 500 personnes, pèse également nettement plus lourd en Saône-et-Loire. La fabrication de machines et équipements (3 700 postes) et celle de produits alimentaires (6 000 postes) sont aussi mieux implantées que dans les autres départements métropolitains.

Les entreprises fleurons de ces différents secteurs figurent en bonne place parmi les principaux employeurs du département : le manufacturier MICHELIN

Une industrie toujours prégnante

Répartition de l'emploi par secteur fin 2008

Secteur d'activité	Saône-et-Loire		Bourgogne		France Métropolitaine
	Nombre	%	Nombre	%	%
Agriculture, sylviculture et pêche	10 350	5	29 732	5	3
Industrie	43 560	20	112 486	17	14
Construction	14 968	7	46 099	7	7
Tertiaire marchand	83 403	39	260 635	39	47
Tertiaire non marchand	62 299	29	209 324	32	29
Ensemble	214 580	100	658 276	100	100

Source : Insee - Estimation provisoire d'emploi en fin d'année 2008 (Insee résultats de novembre 2010).

à Blanzay, AREVA à Chalon-sur-Saône et Mâcon, ARCELORMITTAL à Gueugnon, INDUSTRIEL et THERMODYN au Creusot, LDC Bourgogne à Branges ainsi que quelques autres comme FPT POWERTRAIN à Bourbon Lancy (fabrication de moteurs pour automobile).

Une industrie touchée par des restructurations importantes

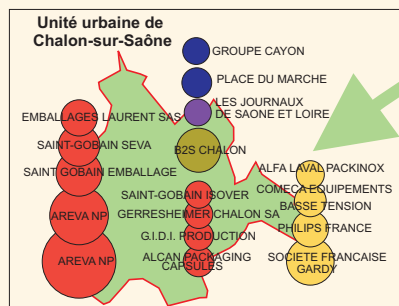
Le tissu économique de la Saône-et-Loire, tel qu'il se présente aujourd'hui, est le fruit des profondes mutations qu'a connues le département durant les trente dernières années. La

majorité des emplois (68 %) relève à présent du secteur tertiaire, notamment marchand. Il pèse cependant nettement moins qu'en métropole (77 %) ou même dans la région (71 %). Ainsi, la plupart des activités tertiaires apparaissent sous-représentées en Saône-et-Loire. C'est notamment le cas des activités financières et d'assurances mais aussi juridiques, comptables, de gestion et d'architecture.

Les emplois agricoles représentent, comme dans la région, cinq emplois sur cent contre trois sur cent au plan national. Nulle différence en revanche pour le secteur de la construction dont le poids (7 %) est le même.

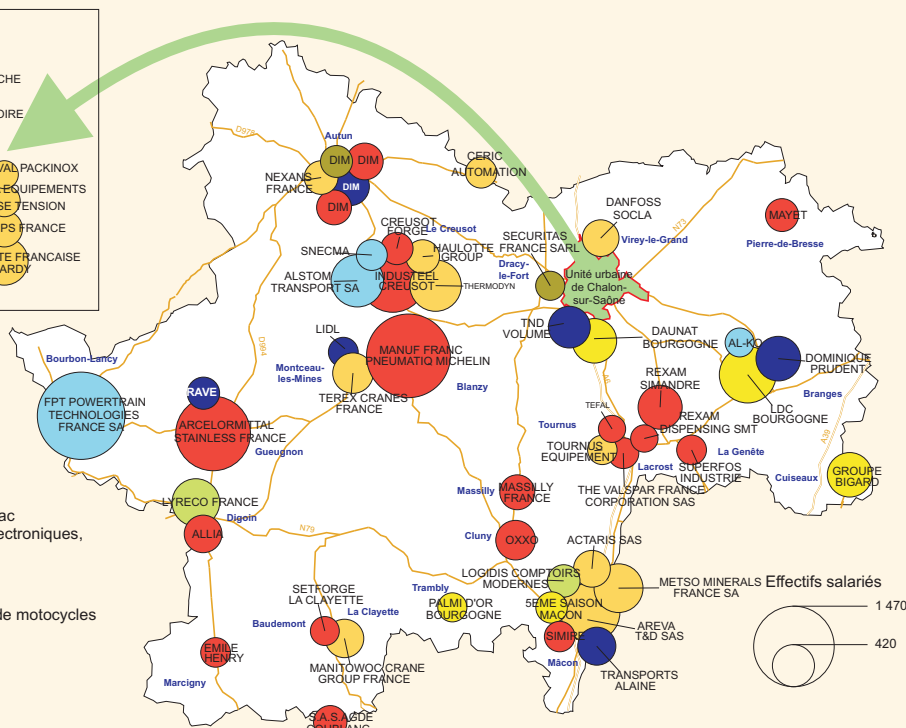
Vocation ancienne autour de la fabrication de pneumatiques, de la métallurgie et d'équipements lourds pour le nucléaire

Les grands établissements de 150 salariés et plus de la sphère non présente(*) en Saône-et-Loire



Secteurs en nomenclature A17

- Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac
- Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques ; fabrication de machines
- Fabrication de matériels de transport
- Fabrication d'autres produits industriels
- Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles
- Transports et entreposage
- Information et communication
- Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien



Source : Insee - CLAP 2008 (effectifs au 31 décembre 2008).

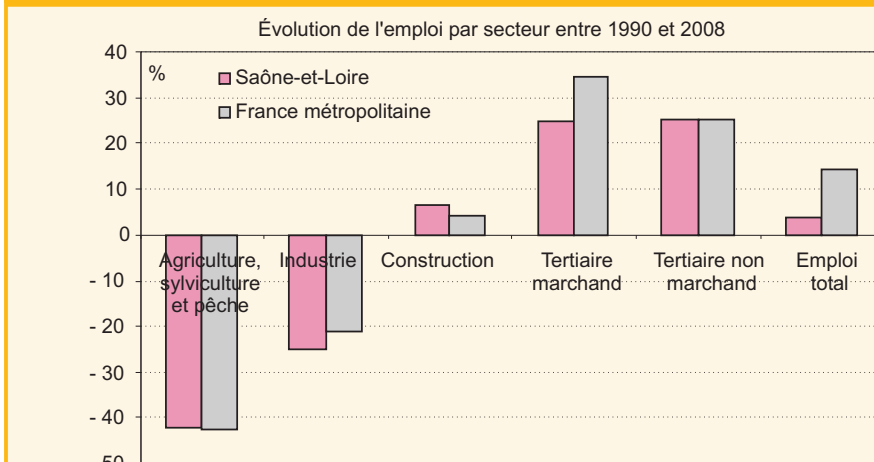
(*) La sphère présenteielle comprend les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes. Les autres activités appartiennent à la sphère non présenteielle.

La baisse de l'emploi a été particulièrement marquée durant la période 1982-1990, en raison des transformations intervenues dans l'agriculture mais surtout de la crise industrielle qui frappa particulièrement les bassins de Montceau-les-Mines et du Creusot, et des reconversions qui s'ensuivirent.

Depuis la fin des années 80, l'emploi industriel a diminué de 25 %. Si l'on s'en tient à l'emploi salarié, l'industrie de Saône-et-Loire a perdu 14 200 postes entre 1989 et 2007, dont 12 500 dans le secteur de la fabrication de produits industriels. Il s'agit là des conséquences des suppressions d'emploi dans le textile (DIM), de la fermeture des activités industrielles de KODAK à Chalon-sur-Saône, des difficultés rencontrées dans la métallurgie (ARCELOR), les pneumatiques (MICHELIN) et les mines.

Par ailleurs, les entreprises font face à la concurrence internationale en recherchant plus de compétitivité et se recentrent sur leur cœur de métier en sous-traitant de plus en plus de tâches, comme la paye, la gestion des commandes, la facturation.

Sur longue période, baisse marquée de l'emploi industriel, hausse dans le tertiaire



Source : Insee - Estimation provisoire d'emploi en fin d'année 1989 et 2007 (Insee résultats de novembre 2010).

Hausse très modérée de l'emploi de 1990 à 2008

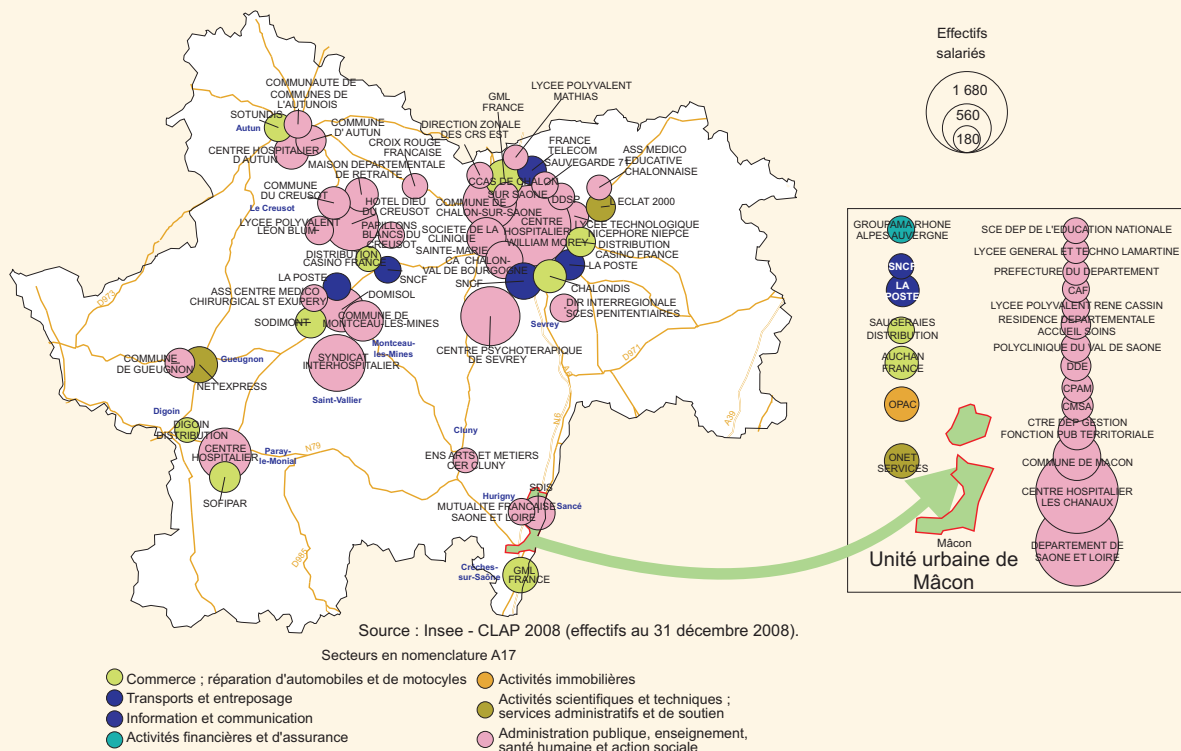
De 1990 à 2008, le secteur tertiaire n'a cessé de se développer. Il a gagné 31 300 emplois (+ 25 %), dont près de 19 000 dans le secteur marchand. Les plus fortes hausses d'emploi se sont produites

dans les services aux entreprises (services administratifs et de soutien dont l'intérim), les services aux ménages (ménages employeurs), dans le commerce et la réparation automobile ainsi que dans le secteur non marchand, le secteur social et médico-social, et l'administration publique.

Au total, depuis le début des années 90, le

Concentration dans les grandes villes des principaux employeurs de la sphère présentielle

Les grands établissements de 150 salariés et plus de la sphère présentielle(*) en Saône-et-Loire



© IGN - Insee 2011.

(*) La sphère présentielle comprend les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes. Les autres activités appartiennent à la sphère non présentielle.

nombre d'emplois a augmenté de 4 % en Saône-et-Loire. Au niveau national, la croissance des effectifs a été nettement supérieure (+14 %), en raison d'un développement plus important du tertiaire marchand (+34 % contre +25 %) et d'un recul moins marqué de l'emploi industriel (-21 % contre -25 %).

Du fait de ces importantes transformations, l'économie du département s'appuie de plus en plus sur des activités «présentielles», c'est-à-dire destinées à satisfaire les besoins des populations présentes (habitants et touristes) et donc orientées vers les marchés locaux.

Une économie sensible à la concurrence internationale

Compte tenu de ses spécificités, la Saône-et-Loire apparaît relativement dépendante d'intérêts extérieurs à son territoire. Du fait de l'implantation d'établissements appartenant à des groupes nationaux ou internationaux, la moitié des emplois salariés du secteur marchand (hors agriculture et intérim) sont contrôlés par des centres de décision situés hors du département. Le niveau élevé de ce «taux de dépendance»⁽¹⁾ place la Saône-et-Loire au 29^e rang des 96 départements métropolitains en 2007. La zone d'emploi du Creusot⁽²⁾, où sont installés plusieurs grands établissements industriels appartenant à d'importantes filiales, est la plus dépendante de tout le département : avec 63 % d'emplois sous contrôle externe, elle se situe au 14^e rang des 348 zones d'emploi françaises.

Cette forte emprise sur l'activité et l'emploi du secteur concurrentiel peut

être considérée comme un atout : les secteurs d'activité, notamment industriels, nécessitent des investissements importants et l'appartenance à une structure plus large représente à cet égard une opportunité, de même qu'elle facilite la création d'emplois et l'accès à des marchés internationaux. Par ailleurs, les établissements contrôlés par des groupes extérieurs présentent des performances économiques plus élevées : une productivité du travail supérieure à celle des établissements indépendants, de meilleures rémunérations.

Mais un taux de dépendance élevé peut aussi être perçu comme un indice de fragilité en cas de difficultés économiques, si on considère que l'avenir économique d'un département se décide au sein de son territoire. Or les établissements dépendant de centres de décision éloignés sont moins ancrés localement, car davantage intégrés dans des stratégies globales d'entreprises ou de groupes extérieurs.

Concentration de l'emploi dans quelques établissements

La concentration des emplois dans les principaux établissements est aussi un facteur de fragilité en cas de délocalisations, de restructurations ou de fermetures. Ainsi, plus les emplois sont concentrés, plus la situation de la zone est liée aux décisions de ces établissements. De ce point de vue, l'importance des grands établissements employeurs est particulièrement forte dans les bassins industriels de l'ouest du département. Dans les zones d'emploi de Montceau-les-Mines et du Creusot, les

Un grand département agricole

En 2009, la Surface Agricole Utile (SAU) de Saône-et-Loire s'étend sur 553 990 ha ce qui la place au second rang des départements français, derrière la Marne. Ce vaste potentiel agricole est utilisé en majeure partie de façon peu intensive. La prairie naturelle, en effet, valorisée par l'élevage allaitant charolais, occupe les deux tiers de la SAU. Les céréales dominent sur les 159 800 ha de terres arables, suivies par les cultures fourragères et les oléagineux. Enfin, la viticulture occupe une faible étendue avec 13 210 ha.

L'élevage allaitant représente le tiers de la valeur des livraisons agricoles du département. Berceau de la race charolaise mondialement connue, la Saône-et-Loire détient le plus important cheptel français : 223 600 vaches nourrices, 120 500 bovins maigres pour l'engraissement et une production de viande finie de 101 200 têtes. La viticulture vient en seconde position (un quart des livraisons en valeur). La production de vins AOC oscille entre 750 000 et 850 000 hectolitres suivant les récoltes. Le département de Saône-et-Loire possède également un troupeau laitier ayant permis la livraison de 126 millions de litres de lait en 2009.

Ces principales productions ne doivent pas faire oublier d'autres secteurs dynamiques de l'agriculture départementale : les légumes, fleurs et fruits (des salades et des chrysanthèmes essentiellement, ainsi que des pommes de terre) ; les produits, avec notamment l'appellation d'origine contrôlée phare : Volailles de Bresse, ainsi que les ovins, caprins, équins et les porcins.

Sources : DRAAF-SRISE et Chambre d'Agriculture

quatre employeurs principaux concentrent plus de 21 % de l'emploi salarié du secteur marchand (hors agriculture et intérim). Elles occupent ainsi les 2^e et 4^e places parmi les 18 zones d'emploi de Bourgogne. Dans celles de Chalon-sur-Saône et Mâcon, la concentration apparaît faible : la part des quatre plus gros employeurs atteint environ 6,5 % (14^e et 15^e places).

Une résistance à la crise de 2008-2009

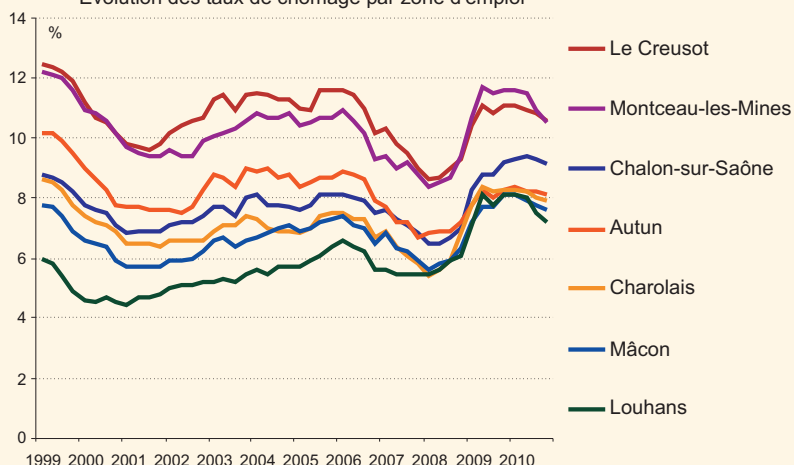
Pour autant, parmi les quatre départements bourguignons, la Saône-et-Loire est celui qui a le mieux résisté à la crise récente. Entre le second trimestre 2008 et le quatrième trimestre 2009, c'est là que l'emploi, notamment industriel, a le moins baissé. Durant cette

(1) Proportion des emplois de la zone étudiée dépendant d'un centre de décision hors de la zone étudiée.

(2) Les zones d'emploi évoquées dans cette publication s'entendent dans leur définition en vigueur entre 1990 et 2010.

Moins de disparités territoriales de taux de chômage

Évolution des taux de chômage par zone d'emploi



Source : Insee, Taux de chômage localisés par zone d'emploi.

période, l'emploi salarié du secteur privé a reculé de 4,3 % (- 5 700 postes) dans le département contre 5,3 % en Bourgogne. Du fait de l'orientation de son activité vers des secteurs moins touchés par la crise : la chaudronnerie nucléaire et l'agroalimentaire, l'industrie a moins souffert en Saône-et-Loire que dans le reste de la région. Les effectifs y diminuent de 5,5 % (- 2 300 emplois), alors que le repli atteint presque 8 % en Bourgogne. De récents événements pourraient cependant, à terme, assombrir l'avenir de la filière nucléaire comme l'accident de la centrale de Fukushima au Japon. Le secteur de la construction a recommencé à recruter courant 2009 ; dans le commerce, les pertes d'emploi ont été limitées grâce à une reprise dès la fin de l'année.

Hausse de l'emploi en 2010

En 2010, le contexte économique demeure plus favorable en Saône-et-Loire qu'en Bourgogne. Avec 1 200 postes supplémentaires, c'est là que l'emploi salarié augmente le plus, soit + 0,9 %, et que l'intérim réalise sa meilleure progression (+ 23 %). La Saône-et-Loire est aussi le seul département bourguignon où la demande d'emploi de catégorie A⁽³⁾ diminue très légèrement, en raison d'un recul du chômage masculin plus net qu'ailleurs. Globalement, après avoir atteint 9,1 % de la population active début 2010, le chômage régresse plus rapidement qu'en métropole et s'établit, au début 2011, à 8,6 % contre 9,2 % au plan national. Par

Forte hausse du taux d'activité des femmes				
Taux d'activité des femmes de 15 à 64 ans* (en %)				
	2007	1999	1990	Évolution 2007/1990 en points
Saône-et-Loire	67	62	57	+ 10
Bourgogne	68	63	59	+ 9
France métropolitaine	68	63	59	+ 8

Sources : Insee, RP1990 exploitation légère, RP1999 et 2007 exploitation principale.
*proportion de femmes actives (ayant un emploi ou au chômage) parmi la population féminine de 15 à 64 ans.

ailleurs, les disparités territoriales de taux de chômage tendent à se restreindre : il varie de 7,2 à 10,6 % selon la zone d'emploi contre 6 à 12,5 % en 1999.

Meilleure longévité des entreprises

La longévité des entreprises créées depuis au moins cinq ans s'avère meilleure en Saône-et-Loire qu'en Bourgogne et en métropole : 61,5 % étaient toujours en activité au 1^{er} janvier 2009, contre respectivement 60,7 % et 57,5 %. Toutefois, le taux de création d'entreprises⁽⁴⁾ (11,5 %) est inférieur à la moyenne régionale (12,1 %) et, plus encore, à la moyenne nationale (13,6 %). Par ailleurs, la Saône-et-Loire est le seul département bourguignon où l'auto-entreprise a poursuivi un léger essor en 2010.

(3) Personnes inscrites à Pôle emploi n'ayant exercé aucune activité dans le mois, et tenues de faire des actes positifs de recherche d'emploi

(4) Rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année.

Les femmes de plus en plus présentes sur le marché du travail

Les actifs de Saône-et-Loire sont moins qualifiés qu'en Bourgogne ou métropole : 40 % ont au moins le baccalauréat contre respectivement 42 et 49 %.

Le développement du secteur tertiaire et en particulier des services, activités très féminisées, s'est accompagné d'une forte augmentation du taux d'activité féminin. Il est passé de 57 % en 1990 à 67 % en 2007, une hausse plus rapide qu'en Bourgogne et en métropole. Il rejoint ainsi le niveau des taux bourguignon et métropolitain.

Cette évolution du taux d'activité féminin explique, pour l'essentiel, l'accroissement de la population active observée en Saône-et-Loire ces dernières années. En 2007, elle s'élève à 246 700 personnes dont 115 300 femmes, en augmentation de 4,4 % depuis 1999.

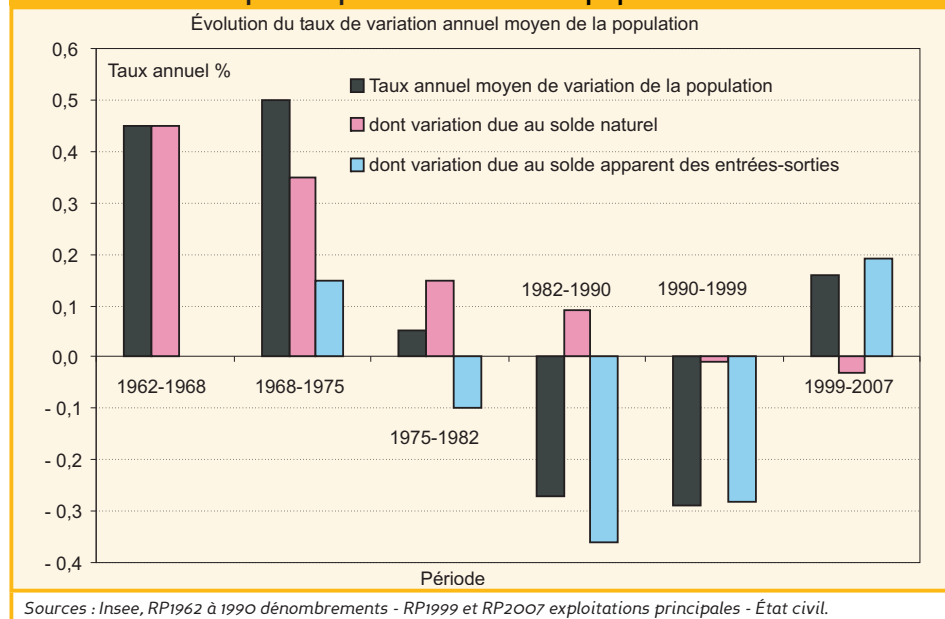
Par le passé, la baisse importante de la population active était due, presque exclusivement, aux effets des migrations démographiques défavorables.

Un retournement démographique

En effet, les profondes mutations économiques se sont répercutées sur la démographie de la Saône-et-Loire. Dans les années 80, de nombreux habitants, jeunes pour l'essentiel, ont quitté le département en raison de la crise industrielle. La population baissait alors de 0,27 % par an soit 1 600 habitants de moins chaque année. Au cours des années 90, la baisse démographique s'est poursuivie. Conséquence des départs de jeunes adultes, le solde naturel est devenu nul et le déficit migratoire est resté prononcé.

Entre 1999 et 2007, la Saône-et-Loire est redevenue attractive et le nombre d'habitants est reparti à la hausse, avec un gain de 900 habitants chaque année.

Une croissance démographique récente portée par les arrivées de population



Attractivité résidentielle à l'est

Ce renouveau démographique ne se répartit pas de façon homogène dans le département. Seule la moitié est de la Saône-et-Loire a gagné des habitants entre 1999 et 2008. Ainsi, parmi les quinze cantons les plus dynamiques du département, neuf se situent en Bresse. S'y installent des familles qui ont des besoins en matière de commerces et services de proximité, gardes d'enfants, écoles, équipements et activités de loisirs, transport.

À l'ouest, au contraire, la population diminue ou, dans le meilleur des cas, peine à se maintenir. Les cantons les plus affectés dessinent un arc qui va d'Autun à Bourbon-Lancy, en passant par Le Creusot et Montceau-les-Mines.

Échanges de population avec les départements limitrophes

La progression de la population de Saône-et-Loire repose uniquement sur des arrivées (42 600 entre 2002 et 2007) plus nombreuses que les départs (41 500), naissances et décès s'équilibrant. Il part plus de jeunes qu'il n'en arrive alors qu'au contraire les migrations sont excédentaires pour les adultes d'âge actif et, dans une moindre mesure, les retraités. En cinq ans, le département a

ainsi perdu 7 100 jeunes de 15 à 24 ans mais gagné 3 600 adultes de 25 à 54 ans et 2 700 de 55 ans ou plus. Ces adultes sont souvent accompagnés d'enfants puisque le solde migratoire des moins de 15 ans est lui aussi positif (+1 650).

Environ 6 000 jeunes hommes et autant de jeunes femmes, entre 18 et 30 ans, s'installent en Saône-et-Loire. En revanche, pour les partants, le déséquilibre est prononcé : 10 000 jeunes femmes quittent le département contre 8 900 jeunes hommes.

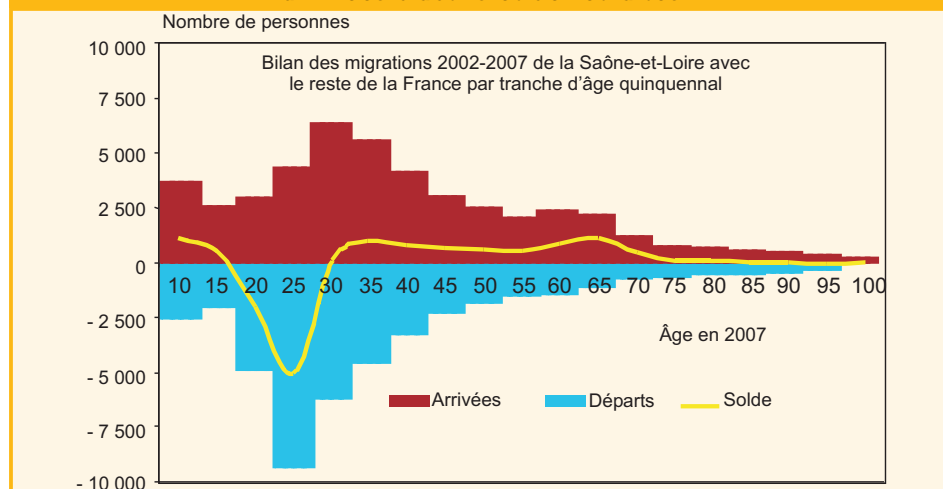
Ces jeunes qui sont partis sont plus souvent diplômés du supérieur que les habitants de Saône-et-Loire du même âge : 45 % contre 27 %.

Les migrants sont majoritairement des actifs. La moitié d'entre eux, aussi bien arrivants que sortants, disposent d'un emploi. Le bilan des migrations se solde par un gain de cadres, et le départ d'employé(e)s, jeunes le plus souvent.

Les échanges de population se font avec de nombreux départements, mais principalement avec les limitrophes. Les arrivants les plus nombreux proviennent dans les mêmes proportions (environ 15 %) du Rhône, 6 300 personnes, et de la Côte-d'Or (6 200), puis de l'Ain (3 600, soit 9 %) et du Jura (1 900, soit 5 %). Les habitants qui quittent la Saône-et-Loire s'installent en premier lieu en Côte-d'Or (7 500 personnes, soit 18 % des partants), puis dans le Rhône (13 %), l'Ain (10 %), la Loire (4 %) et le Jura (3 %).

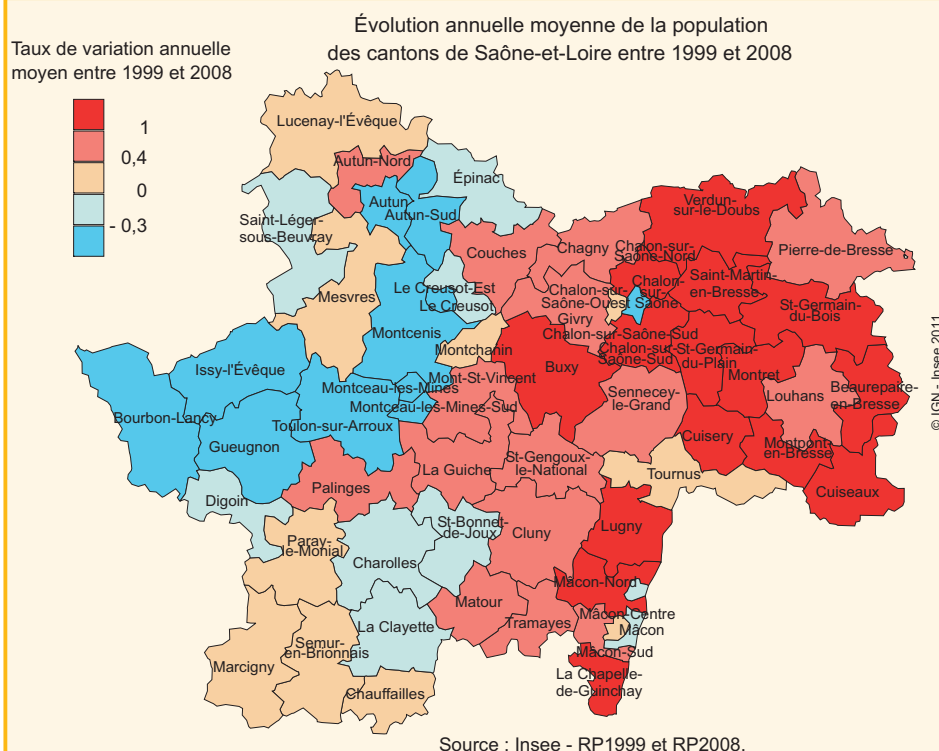
C'est avec la région Rhône-Alpes que les échanges migratoires sont les plus nombreux et les plus équilibrés : 14 000 arrivées et autant de départs. Mais

Migrations de population : départs de jeunes, arrivées d'actifs et de retraités



Source : Insee, Recensement de la population 2007 exploitation principale.

Baisse du nombre d'habitants à l'ouest et hausse à l'est



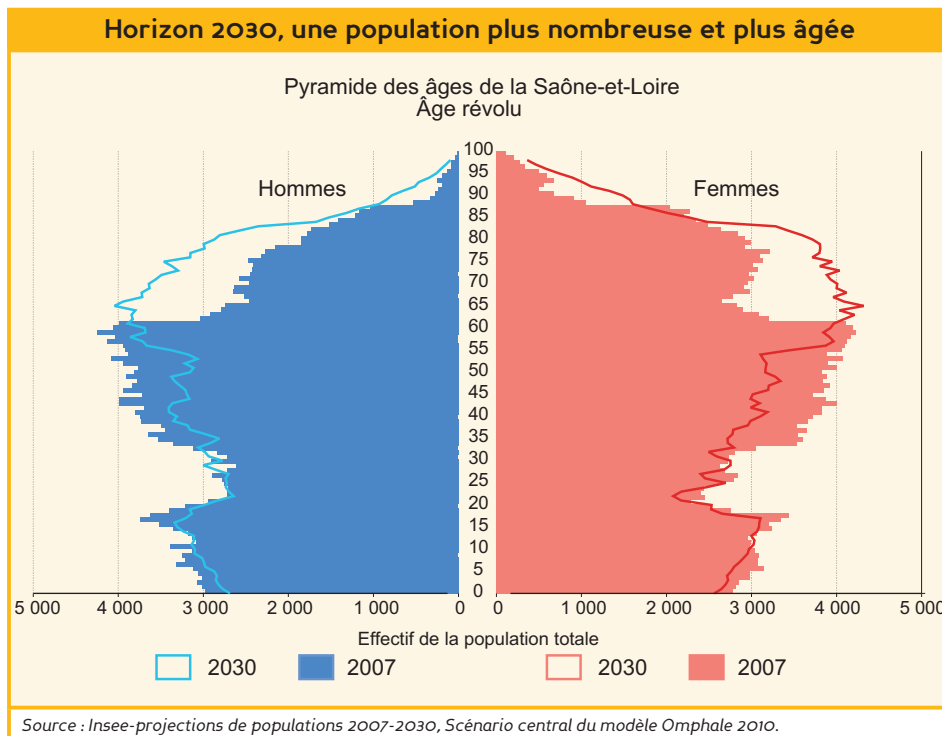
Qu'est-ce qu'un arrivant, un partant ?

Les **arrivants** sont les personnes recensées en Saône-et-Loire entre 2005 et 2009 et habitant dans un autre département ou à l'étranger cinq ans auparavant. À l'inverse, les **partants** ne résident plus dans le département au moment du recensement alors que c'était le cas cinq ans auparavant. La date exacte de la migration ainsi que la situation familiale et socioprofessionnelle est connue au moment du recensement mais pas au moment de la migration.

l'équilibre s'arrête au nombre car la Saône-et-Loire « échange » des actifs et des jeunes étudiants contre des retraités rhône-alpins. Viennent ensuite les flux avec le reste de la Bourgogne, qui lui font perdre 900 habitants, les étudiants et scolaires partant tandis qu'arrivent des actifs. Les mouvements migratoires avec l'Île-de-France « rapportent » 1 600 habitants, essentiellement des retraités. Avec la Franche-Comté et le Nord-Pas de Calais, ils sont également excédentaires, respectivement de 600 et 500 personnes, des actifs pour la plupart. Avec les régions du sud de la France, qui exercent une forte attractivité sur les étudiants et les actifs, le déficit est de 1 500 habitants.

À l'horizon 2030, le défi du vieillissement

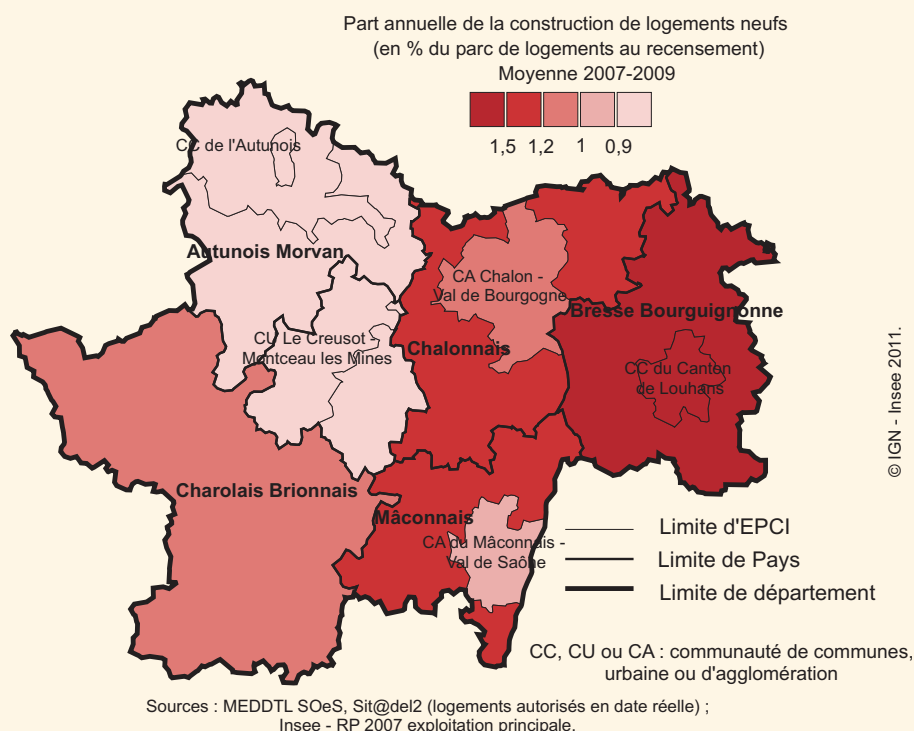
En 2007, la Saône-et-Loire se situe dans le quart des départements les plus âgés, occupant le 23^e rang pour le poids des 60 ans ou plus, et le 73^e pour celui des moins de 30 ans. Les 149 000 habitants de 60 ans ou plus représentent 27 % de la population du département, contre 25 %



La construction neuve plus dynamique à l'est du département

De 1999 à 2009, le rythme de construction de logements neufs a été plus favorable qu'en moyenne nationale avec un pic en 2006 et 2007 suivi d'un net ralentissement en 2008. Près de 32 600 logements ont été construits en onze ans, les trois quarts relevant de l'habitat individuel. Un tiers des logements neufs se situent dans les grandes agglomérations (les pôles urbains), il s'agit pour plus de la moitié de logements collectifs. Un autre tiers s'est bâti dans les couronnes périurbaines (les aires d'influence des pôles urbains) et le dernier tiers dans le reste du département (l'espace à dominante rurale), la construction de logements individuels étant nettement prédominante sur ces derniers types de territoires.

La partie est du département jouit d'une forte dynamique de la construction neuve liée à sa démographie, à l'exception notable des grandes agglomérations de Chalon-sur-Saône et Mâcon où l'espace disponible est plus limité. Ainsi, en Bresse Bourguignonne, les logements neufs représentent annuellement 2,4 % du parc de logement sur la période 2007-2009 contre 0,5 à 0,7 % dans l'Autunois Morvan et dans la zone de Creusot et Montceau-les-Mines.



La Saône-et-Loire dispose d'un parc de 290 800 logements en 2007, soit 6 % de plus qu'en 1999. Les résidences principales sont plus souvent des maisons individuelles qu'au niveau national (67 contre 56 %), plus fréquemment occupées par leur propriétaire (à 62 contre 57 %) et assez anciennes (41 % ont été achevées avant 1949 contre 31 %). Elles sont de plus en plus spacieuses, 4,2 pièces en moyenne contre 4,0 en 1999 et le nombre moyen d'occupants baisse depuis plus de 30 ans, il est passé de 3,0 en 1968 à 2,2 en 2007.

en Bourgogne et 22 % en métropole. Ce vieillissement va encore s'accroître, avec l'arrivée aux âges élevés des générations nombreuses du baby-boom combinée à l'amélioration de l'espérance de vie. En 2030, la Saône-et-Loire pourrait ainsi compter 56 200 habitants de 80 ans ou plus, soit une augmentation de 57 % par rapport à 2007. Sur ce laps de temps, le poids de ces personnes âgées passerait de 6,5 % à près de 10 % et resterait nettement supérieur à la moyenne nationale (7,5 %).

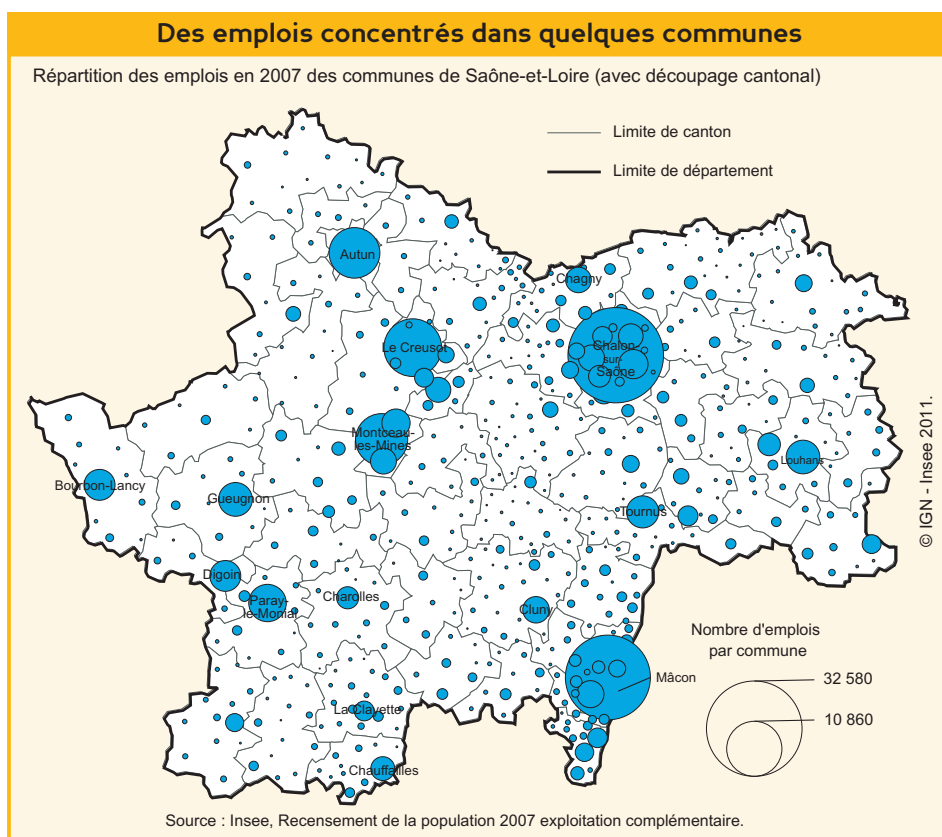
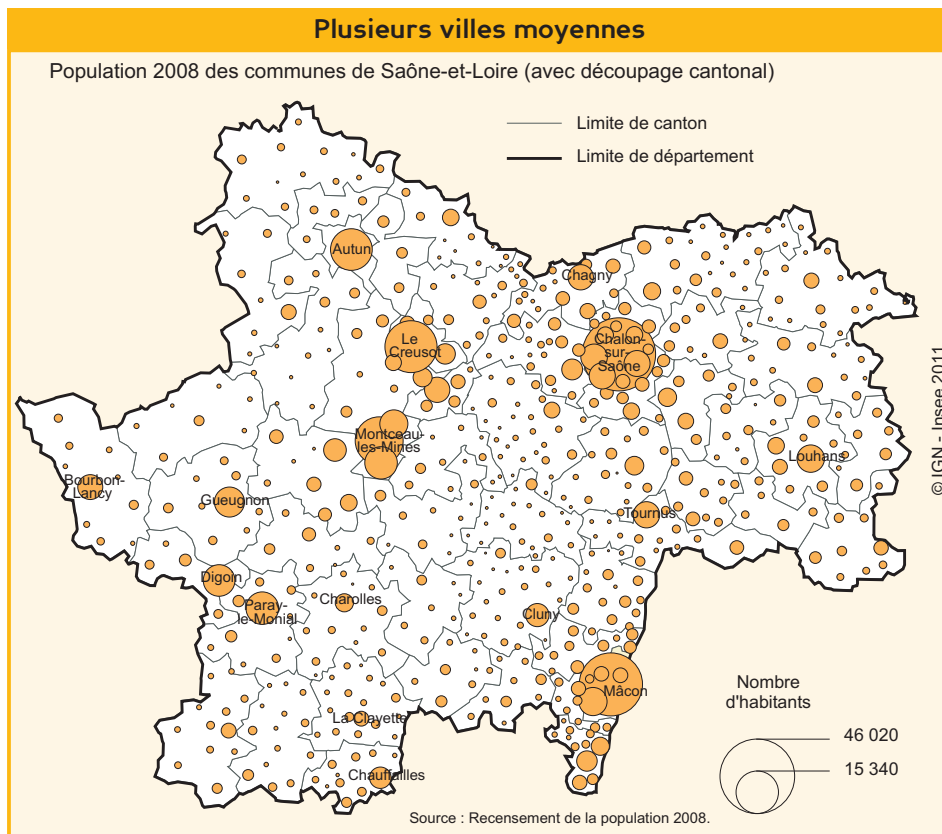
Les besoins en services spécifiques augmenteraient : portage de repas, aides ménagère, logements adaptés pour le maintien à domicile, prise en charge sanitaire et médico-sociale...

À l'inverse, les moins de 20 ans seraient moins nombreux (21 % de la population contre 23 % en 2007), de même que la population active (39 contre 45 %).

Au total, d'ici 2030, la population de la Saône-et-Loire continuerait d'augmenter pour atteindre 568 200 habitants. Le rythme de progression (+ 0,13 % par an) serait moindre qu'en Côte-d'Or et Yonne (+ 0,25 %) et qu'en métropole (+ 0,45 %). Pour autant, la Saône-et-Loire demeurerait le département bourguignon le plus peuplé. Du fait du vieillissement de ses habitants, le déficit naturel devrait se creuser mais serait compensé par un excédent migratoire. Les mouvements de jeunes vers la Côte-d'Or et le Rhône ralentiraient. À l'inverse, les arrivées d'actifs et de retraités du Rhône s'accroîtraient, de même que celles de jeunes, actifs et retraités de l'Ain.

L'emploi se concentre dans les grandes villes

Le tissu urbain de la Saône-et-Loire se compose d'un maillage de villes de taille moyenne. Les quatre principales agglomérations (Chalon-sur-Saône, Mâcon, Le Creusot-Montceau et Autun) ne rassemblent au total que la moitié de la population résidente, ce qui en fait, avec l'Yonne, le département bourguignon où la population est la plus répartie sur le territoire. En comparaison, le Grand Dijon regroupe à lui seul 47 % des habitants de la Côte-d'Or ; dans la Nièvre, l'agglomération de Nevers abrite 30 % de la population du département. Les emplois apparaissent davantage concentrés : l'agglomération de Chalon-sur-Saône, par exemple, rassemble un dixième des habitants de Saône-et-Loire mais un cinquième des emplois. Cette concentration des emplois sur quelques pôles contraint la population



active à de nombreux déplacements domicile-travail.

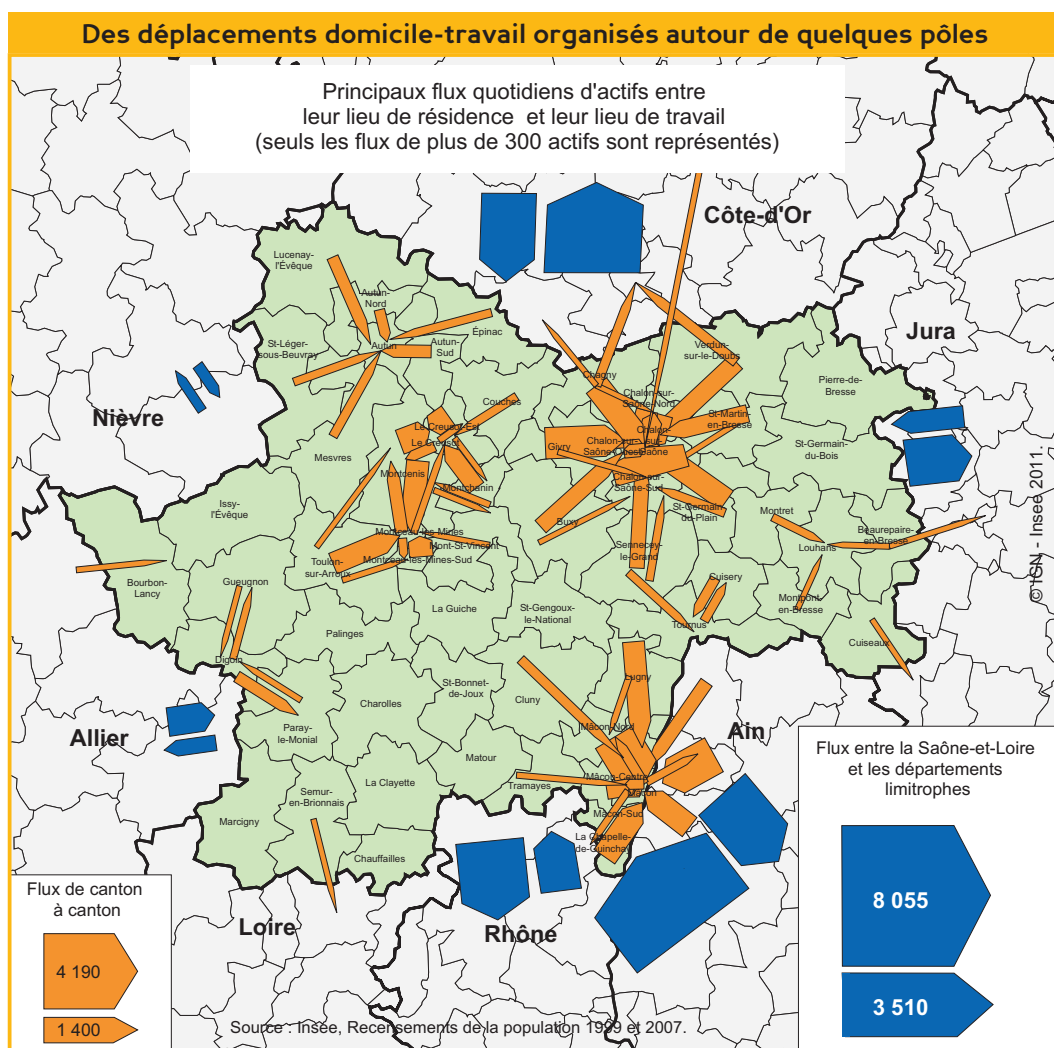
Les trajets domicile-travail s'intensifient

Plus de 198 000 actifs, soit neuf sur dix, résident et travaillent en Saône-et-Loire, 38 % occupent un emploi dans la commune où ils habitent (contre 35 % en moyenne métropolitaine). Les autres parcourent en moyenne 16 kilomètres pour aller travailler. La plupart restent dans les limites du département. Environ 23 000 le quittent quotidiennement pour aller travailler. Ils se rendent principalement en Rhône-Alpes (44 %), puis dans un autre département bourguignon (29 %) notamment à Dijon, en Franche-Comté (12 %), en Île-de-France (5 %). La Saône-et-Loire accueille, par ailleurs, 21 000 actifs non résidents. Ils viennent, à 58 %, de la région Rhône-Alpes, 20 % habitent ailleurs en Bourgogne, 7 % en Franche-Comté et 1 % en Île-de-France. La part des actifs « migrants » est particulièrement forte dans les zones

limitrophes. Ainsi, 7 300 actifs rhône-alpins se rendent quotidiennement dans les cantons de Mâcon, occupant 21 % des emplois. La plupart d'entre eux viennent du département de l'Ain tout proche, sur l'autre rive de la Saône. Dans l'autre sens, 44 % des actifs résidant dans le canton de Beaurepaire-en-Bresse travaillent en dehors de la Saône-et-Loire, et notamment dans le Jura voisin. Ces déplacements domicile-travail s'intensifient au fil du temps. En 1999, en Saône-et-Loire, 55 % des actifs en emploi travaillaient ailleurs que dans leur commune de résidence. Ils sont 62 % dans ce cas en 2007. Plusieurs raisons expliquent cette augmentation. Tandis que l'activité économique se concentre dans les principales agglomérations, l'habitat s'étale dans des couronnes de plus en plus éloignées des centres. Par ailleurs, les activités confondant domicile et siège de l'entreprise (agriculture, petit commerce rural...) se sont raréfiées. Le développement de l'activité des femmes, l'amélioration des réseaux de transport et

de l'équipement automobile des ménages contribuent également à l'accroissement des déplacements domicile-travail. Plus récemment, les conséquences de la crise, chômage et flexibilité de l'emploi, ont aussi pu inciter les habitants à accepter des emplois plus éloignés de chez eux. Le renchérissement probable du pétrole dans les années à venir pourrait inciter à une inversion de cette tendance.

■ David Brion, Annick Détroit.



Un département en déficit de professionnels de santé de premier recours

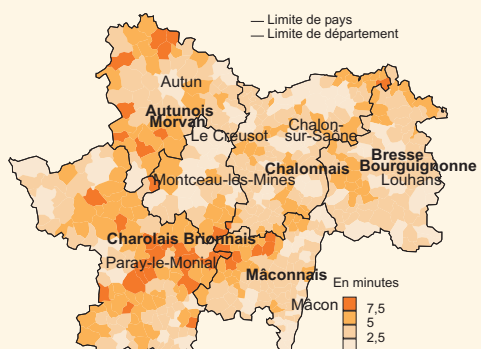
La disponibilité des équipements s'apprécie à la fois par leur fréquence sur le territoire (densité) et leur accessibilité (temps moyen d'accès).

La densité en professionnels de santé de premier recours (médecins omnipraticiens, chirurgiens dentistes, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes exerçant en libéral) est faible en Saône-et-Loire : en 2008, le département dispose de 28 professionnels pour 10 000 habitants contre 29,3 en Bourgogne et 35,4 en France métropolitaine. Leur répartition est inégale dans le département : le territoire du Mâconnais est le mieux doté (33,5) et la Bresse Bourguignonne enregistre la densité la plus faible (21,9) alors même qu'elle connaît depuis 1999 la croissance démographique la plus forte.

À l'inverse, la Saône-et-Loire dispose de nombreux commerces alimentaires de proximité (supérettes, épiceries, boulangeries, boucheries charcuteries) relativement bien répartis sur le territoire. Elle en compte 17,4 pour 10 000 habitants contre 16,0 en Bourgogne et 15,6 au plan national.

L'accessibilité de la population aux équipements cités est souvent rapide : elle excède rarement le quart d'heure (aller). Toutefois, des zones apparaissent plus isolées. Dans quelques communes de l'Autunois Morvan, du Charolais Brionnais et de la Bresse Bourguignonne, l'accès à un dentiste et à un masseur-kinésithérapeute dépasse le 1/4 heure. Quelques communes rurales à l'ouest du département sont également plus distantes des commerces alimentaires de proximité, l'est disposant d'un accès plus uniforme.

Temps moyen d'accès de la population aux commerces alimentaires de proximité^(*)(**)

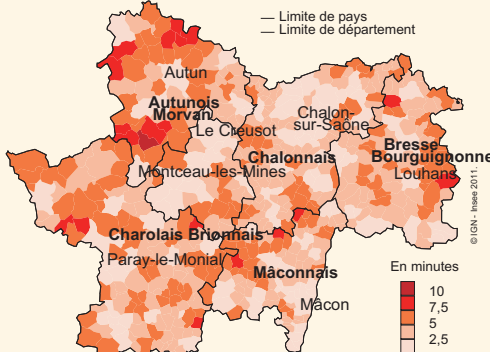


Source : Insee, Recensement de la population 2006 - BPE 2008 ; Inra, distancier Odomatrix, UMR1041 CESEAR.

(*) Supérette, épicerie, boulangerie, boucherie charcuterie.

(**) temps routier aller moyen estimé en heure pleine, les équipements hors région étant également pris en compte.

Temps moyen d'accès de la population aux quatre professions de santé de premier recours^(*)(**)



Source : Insee, Recensement de la population 2006 - BPE 2008 ; Inra, distancier Odomatrix, UMR1041 CESEAR.

(*) médecins omnipraticiens, chirurgiens dentistes, infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes en exercice libéral.

(**) temps routier aller moyen estimé en heure pleine, les équipements hors région étant également pris en compte.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Équipements : accès aisé et densité faible dans le périurbain - Insee Bourgogne N° 166 - juin 2011.
- En Bourgogne, un bilan de l'année 2010 contrasté, et une reprise hésitante - Insee Bourgogne dossier N° 57 - mai 2011.
- La population en Bourgogne d'ici 2040 : croissance modérée et vieillissement - Insee Bourgogne N° 163 - décembre 2010.
- La Saône-et-Loire en bref - Insee Bourgogne hors série - octobre 2010.
- 2008-2009 : sept trimestres de crise en Bourgogne - Insee Bourgogne N° 159 - mai 2010.
- Regards sur les quartiers des grandes villes de Saône-et-Loire - Insee Bourgogne dossier N° 52 - octobre 2008.